

**Rétrospective sur l'économie
algérienne, défis
macroéconomiques et structurels
en 2025 et perspectives à moyen
terme : Progresser ou stagner**

Nice – 6 septembre 2025

Mesdames, Messieurs, honorables et chers membres de l'Association Diaspora Algérie Méditerranée,

C'est un vrai plaisir d'être parmi vous aujourd'hui dans cette magnifique ville de Nice, où je séjourne pour la première fois. Nous allons parler de la conférence intitulée : « **Rétrospective sur l'économie algérienne, défis macroéconomiques et structurels en 2025 et perspectives : progresser ou stagner** ».

Merci de m'avoir invité à débattre d'un sujet qui nous passionne tous : même loin de notre pays, nous restons profondément attachés à son avenir et à sa prospérité.

Nous commencerons par un **balayage historique**, depuis 1962 jusqu'à aujourd'hui, pour comprendre les grandes étapes et les choix qui ont façonné l'économie algérienne à travers les dernières décennies. Cela nous permettra d'identifier et de comprendre les **défis macroéconomiques et structurels** qui se posent en 2025, avant d'élargir le regard aux **enjeux stratégiques et géoéconomiques** qui influencent notre futur.

La question centrale qui suivra naturellement cette rétrospective et l'analyse des défis actuels en 2025 est simple : **quelles vision, orientations stratégiques et plans d'action permettront à l'Algérie de sortir du modèle de croissance rentier et de bâtir progressivement une économie diversifiée, compétitive et résiliente ?**

Je vais faire en sorte d'être concis et de limiter ma présentation à **30 minutes** afin de laisser un maximum de temps aux questions et aux échanges.

Abdelrahmi Bessaha

Docteur d'Etat en sciences économiques

Ancien staff du FMI 1990-2024

Conseiller spécial de deux gouvernements

Visiting Professeur

Introduction

- **Objectifs : comprendre le passé, identifier les défis, discuter des perspectives et proposer une stratégie de refondation économique et sociale**
- **Question centrale : progresser ou stagner ?**

Contexte : Juillet 1962

- Héritage de **132 ans de colonisation** et **8 ans de guerre**
- Bilan humain et social dramatique :
 - **1 million de morts**
 - **700 000 déplacés internes, 300 000 réfugiés**
 - **45 %** de la population en pauvreté extrême
- Économie coloniale tournée vers la France
- **Manque de cadres qualifiés** et faiblesse des infrastructures
- Exode des Européens + fermeture du marché français = fragilisation accrue

Bases doctrinales (1962–1993)

- **Plateforme de Tripoli (1962) :**

- Souveraineté nationale
- Économie planifiée
- Industrialisation et justice sociale

- **Mesures clés :**

- Nationalisation des secteurs stratégiques
- Planification centralisée
- Rôle dominant de l'État

- **Résultats :**

- Industrialisation partielle + services sociaux développés
- Mais : bureaucratie lourde, dépendance aux hydrocarbures, rigidités

Conséquences politiques

- Centralisation du pouvoir autour du couple **FLN – Armée**
- Cristallisation des luttes de pouvoir internes
- Mise en place d'un **régime autoritaire** légitimé par le modèle socialiste

Accords d'Évian (1962)

- Prévoient :

- Assistance financière
- Coopération monétaire et énergétique
- Accès privilégié au marché français

- Mais :

- Coopération écourtée dès le milieu des années 1960
- Causes :
 - Choix économiques souverainistes de l'Algérie
 - Tensions autour des hydrocarbures sahariens
 - Contraintes budgétaires françaises

Conclusion

- L'Algérie indépendante : défis humains, sociaux et économiques colossaux
- Modèle économique socialiste** : industrialisation et justice sociale mais fragilités structurelles
- Échec de la coopération d'Évian** → accélération de la souveraineté économique et industrialisation étatique

Deux grandes phases de l'histoire économique (1962-2019)

- Phase 1 : Construction d'une économie d'État (1962-1989)**
- Phase 2 : Transition vers une économie libérale (1994-2019)**
- Alternance entre centralisation étatique et tentative de libéralisation économique**

Construction d'une économie d'État (1962-1989)

Objectif : rompre avec l'extraversion coloniale et renforcer l'État

- **Phase d'urgence (1962-1965) :** besoins fondamentaux d'une population fragilisée

- **Plan triennal (1967-1969) :** réduire les inégalités régionales, planification publique

- **Plans quadriennaux (1970-1977) :** industries industrialisantes et infrastructures industrielles

- **Plans quinquennaux indicatifs (1980-1989) :** pallier bureaucratie lourde, faible intégration intersectorielle et dette extérieure élevée

Bilan de l'économie d'État

- Industrialisation partielle
- Renforcement du rôle de l'État
- Limites :
 - Rigidités structurelles
 - Dépendance accrue aux hydrocarbures
 - Non recours aux indicateurs macroéconomiques ont masqué les nombreux déséquilibres macroéconomiques (déficit budgétaire et externe, inflation, taux de change désaligné, marchés informels, dette extérieure lourde, etc...)

Transition vers une économie libérale (1994-2019)

Quatre moments clés :

Crise balance des paiements (1993) : choc pétrolier 1986, programmes de mesures partielles, dette extérieure insoutenable → recours FMI

Réformes macroéconomiques et structurelles (1994-1998) : diversification économique et protection des populations vulnérables

Rééchelonnement de la dette (1994-1996) : allègement \$15 milliards (Clubs de Paris et Londres)

Remboursement anticipé de 2005:

Immobilisme réformiste et rente pétrolière (2000-2020) :

1. Consommation excessive, corruption, fuite de capitaux (\$150 milliards)
2. Réformes abandonnées → vulnérabilité face aux chocs pétroliers 2014/2020 et pandémie

Algérie : Dette extérieure, excédents pétroliers et opportunités manquées

Excédents extérieurs (2004–2005)

Prix du pétrole élevés + hausse de la production

Excédent du compte courant : **18 $\frac{1}{3}$ % du PIB**

Début du **remboursement anticipé** de la dette extérieure

Remboursements anticipés

2004/2005 : \$1,1 md (BEI et BAD)

Dette/PIB : de **26 % (2004) → 16 $\frac{1}{2}$ % (2005)**

Nov. 2005 : **rachat complet des emprunts FMI**

2005–2006 : **\$10 $\frac{1}{2}$ milliards** remboursés au Club de Paris et de Londres

Dette/PIB : de **17 % (2005) → <4 $\frac{1}{2}$ % (2006)**

→ **Décision excellente**

Accord FMI–Algérie (2016–2019)

- Prêt potentiel au FMI : **\$5 milliards**
- Renouvelé en 2018, expiré fin 2019
- Modalités :
 - Algérie devait transférer \$5 milliards sur requête du FMI
 - Taux d'intérêt garanti ≥ 1 % (taux mondiaux négatifs)
- → **Ressources disponibles pour l'Algérie + rendement positif**

Situation dette extérieure en 2024

- Dette extérieure : **\$2,7 milliards** (1,1 % du PIB)
- Un des rares **indicateurs macroéconomiques au vert**
- Extérieurement : dette sous contrôle

Limites et opportunités manquées

- Pas de stratégie de **diversification économique**
- Absence d'une politique d'**attraction de capitaux extérieurs**
- Faible construction de **résilience économique**
- Dépendance persistante :
 - **Prix du pétrole** (recettes d'exportation)
 - **Importations massives de blé dur**

Conclusion

- Reprise du contrôle de la dette extérieure = **succès majeur**
- Mais absence de réformes structurelles → **opportunité manquée**
- L'Algérie reste **vulnérable à la volatilité des marchés mondiaux** et ne mobilise pas l'épargne étrangère

Conclusion

- Alternance entre **construction étatique centralisée** et **transitions inachevées vers le marché**
- Cycles de **rente** et crises exogènes ont généré :
 - Vulnérabilité structurelle durable
 - Impact persistant sur la résilience économique et le PIB potentiel

Algérie : Le choc pétrolier de 2014 et la réponse des politiques publiques

Analyse 2014–2019

Réaction initiale (2014–2016)

- Chute brutale des prix du pétrole
- Dépréciation du dinar
- Utilisation massive des réserves de change et de l'épargne financière
- Absence de réformes structurelles
- → Dépendance accrue aux hydrocarbures et vulnérabilité renforcée

Tentative de réformes (2016–2017)

- Élaboration d'un Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)
- Objectifs : assainissement budgétaire et réformes structurelles
- Réformes prévues : climat des affaires, subventions énergétiques, cadre monétaire
- → Vision long terme : remodeler la structure de croissance

Changement de stratégie (mi-2017)

- Ralentissement économique + chômage élevé
- Refus du recours à l'endettement extérieur
- Abandon du CBMT jugé contraignant
- Financement monétaire par la Banque d'Algérie
- Retour à une politique budgétaire expansionniste (2018)
- Restrictions administratives aux importations

Conséquences à fin 2019

- Croissance : 3,8 % (2014) → 1 % (2019)
- Revenu par habitant : 5355 \$ (2014) → 4100 \$ (2019)
- Chômage élevé : incapacité à absorber les flux annuels
- Déficit budgétaire hors pétrole : 21,8 % du PIB (2019)
- Réserves de change : 198 Mds \$ (2014) → 63,8 Mds \$ (2019)
- Dépréciation du dinar : -49 % (2014–2019)
- Ecart taux officiel vs parallèle : ~50 %
- Dette publique interne : 7,2 % du PIB (2014) → 39 % (2019)
- Dette extérieure : 2 % du PIB (2019)

L'Algerie, la pandémie et le contre choc pétrolier

Contexte et double choc (2020)

- Pandémie de COVID-19 et effondrement des prix du pétrole
- Fort impact sur l'économie : nécessité de mesures **monétaires, budgétaires, sociales et extérieures**
- Interventions limitées et mal coordonnées → fragilités structurelles persistantes
- Perspectives macroéconomiques à moyen terme défavorables

Mesures non budgétaires

Monétaire et macro-financier

- Assouplissements : baisse taux directeur, réduction réserves obligatoires
- Rééchelonnement crédits et financement bancaire facilité

Extérieur :

- Interdiction temporaire exportations alimentaires et médicales
- Dépréciation du dinar de 7 %

Social :

- Reports cotisations sociales, paiement salaires/pensions
- Soutien direct aux ménages (ciblage imparfait)

Relance budgétaire (2020-2021)

- **LFC 2020** : 70 Mds DA (0,4 % PIB), santé, allocations chômage, transferts sociaux
- **LFI 2021** : 52 Mds DA (0,3 % PIB), diversification économique, exonérations fiscales exportations
- **LFC 2021** : 314 Mds DA (1,5 % PIB), subventions, dépenses courantes, investissements prioritaires

Réformes économiques

- **Conférences nationales** (juil-août 2020) → plan de relance 2020-2024 et plan d'action 2021
- **Objectifs** : diversification économique, secteurs à forte valeur ajoutée, commerce international, IDE, climat des affaires
- **Limite** : plan de relance = catalogue de **700 mesures** → efficacité limitée

Contexte international

- Rebond pétrole : 41 \$/b (2020) → 71 \$/b (2021)
- Inflation mondiale 3,4 % : perturbations chaînes d'approvisionnement, hausse transport et matières premières
- Impact Algérie : recettes d'exportation améliorées, mais inflation importée et fragilisation du pouvoir d'achat

Résultats sanitaires et macroéconomiques fin 2021

- **Vaccination** : production locale SINOVAC, millions d'adultes vaccinés
- **Croissance** : +4 % (contre -4,9 % en 2020)
- **Inflation** : 7,2 %
- **Balance des paiements** : déficit courant 6 % PIB, exportations hors pétrole \$4 mds
- **Réserves de change** : 45,4 Mds \$ (incl. DTS FMI)
- **Budget et dette** : déficit hors pétrole 24 % PIB, dette publique 62,5 % PIB

Financement du déficit

- **2020** : dette intérieure 1 302 Mds DA, tirages dépôts publics 898 Mds DA
- **2021** : avances temporaires Trésor 335 Mds DA, Programme Spécial de Refinancement 2 100 Mds DA
- **Risques** : stabilité monétaire, finances publiques, aléa moral banques

Faiblesses de la gestion de crise

- Plans de relance insuffisants, mal ciblés, absence de stratégie à moyen terme
- Investissement public peu efficace : faible productivité, multiplicateurs réduits, retards et surcoûts élevés
- Communication limitée → faible adhésion et confiance de la population

Conclusion

- Pandémie et choc pétrolier → vulnérabilité structurelle révélée
- Mesures de relance et soutien insuffisantes
- Dommages structurels causés à l'économie
- Besoin de **réformes cohérentes et de long terme** :
 - restaurer viabilité budgétaire
 - renforcer résilience économique
 - préparer l'avenir

L'économie algérienne post-pandémie (2022-2023)

- Contexte mondial post-COVID et guerre en Ukraine
- Reprise économique soutenue par les prix du pétrole
- Fragilités structurelles persistantes nécessitant des réformes

Contexte international et impacts de la guerre en Ukraine :

Ukraine

- Destructions massives
- Migration de près de 2 millions de personnes
- Besoin de ressources pour reconstruction

Russie :

- Déconnexion du système économique mondial
- Effondrement du rouble et paralysie financière
- Risques de récession durable

Reste du monde :

- Hausse des prix des matières premières (10-140 %)
- Crise énergétique, chocs alimentaires, inflation accrue
- Ralentissement économique Europe/USA, forte volatilité financière

Panorama macroéconomique 2022-2023

- **Croissance économique** : 4,2 % (2023)
 - Pétrole : +4,5 %
 - Hors pétrole : +4,1 % (industrie, construction, services)
- **Inflation** : 9,3 % (hausse prix alimentaires et politique monétaire accommodante)
- **Balance des paiements** : surplus 2,4 % PIB (vs 8,4 % en 2022)
- **Déficit budgétaire primaire** : 3 % PIB (hors CNR)
- **Déficit primaire hors pétrole** : 30,3 % PIB (norme 11 %)
- **Dettes publiques** : 47,7 % PIB (hors garanties)

Facteurs exogènes et fragilités structurelles

- Rebond économique largement **attribuable à des facteurs externes** (prix pétrole, exportations)
- **Vulnérabilités persistantes :**
 - Hausse du coût de la vie (inflation alimentaire et importée)
 - Finances publiques fragiles (déficit primaire hors pétrole élevé)
 - Endettement public croissant → capacité limitée à absorber de nouveaux chocs

Conclusion

- **Reprise macroéconomique soutenue par facteurs exogènes**
- **Fondamentaux économiques fragiles : inflation élevée, déficits persistants, dette publique importante**
- **Réformes structurelles urgentes nécessaires :**
 - Renforcer résilience économique
 - Assurer viabilité budgétaire
 - Protéger pouvoir d'achat des citoyens

L'économie algérienne en 2024

- Croissance de 3,5 %, légèrement supérieure au potentiel
- Soutenue par : agriculture, construction, services +4%
- Secteur pétrolier : +2,7 %
- Expansion reposant sur un recours accru à la dette publique

Situation budgétaire et extérieure

- Déficit budgétaire hors hydrocarbures :
29,5 % du PIB (vs seuil de 11 %)
- Dettes publiques : 45,7 % du PIB
(légèrement en recul par rapport à 48,6 %
en 2023)
- Solde courant : surplus réduit à 1,3 % du
PIB (vs 2,5 % en 2023)

Fragilités structurelles et risques macro-financiers

- Financement du déficit absorbe épargne bancaire → éviction de l'investissement privé productif
 - Inflation persistante et dépréciation du dinar → fragilisation de la confiance
 - Secteur bancaire public : privilégie bons du Trésor (5,5%-5,75 %) au détriment du crédit à l'économie réelle
 - Déséquilibres interconnectés → menace sur viabilité budgétaire et stabilité financière à moyen terme
- Visuel suggéré : schéma “déficit → dette → inflation → fragilité financière”

Structure du PIB de l'Algérie : 2000 – 2022 – 2024

Secteur	2000 (≈ %)	2022 (%)	2024 (estim. %)	Écart 2000→2022 / 2022→2024
Services	33	43,4	44–45	+10,4 / +0,5 à +1,5
Industries extractives	34	20,7	19–20	–13,3 / –0,7 à –1,7
Construction (BTP)	7	12,6	13	+5,6 / +0,4
Agriculture & pêche	10	11,2	12–13	+1,2 / +0,8 à +1,8
Industrie manufacturière	7	10,8	11	+3,8 / +0,2

Conclusion

- Croissance positive mais fragile et structurellement déséquilibrée
 - Modèle de croissance basé sur l'endettement atteint ses limites
 - Réformes urgentes nécessaires :
 - Restaurer viabilité budgétaire
 - Renforcer le rôle du secteur privé
 - Consolider la stabilité financière
- Visuel suggéré :** diagramme “Problèmes → Solutions” ou flèches synthétiques

Croissance et inflation 2025

Croissance mondiale

- Prévision juillet 2025 : 3,0 %
- Janvier 2025 : 3,3 %
- Avril 2025 : 2,8 %
- Moyenne historique : 3,7 %

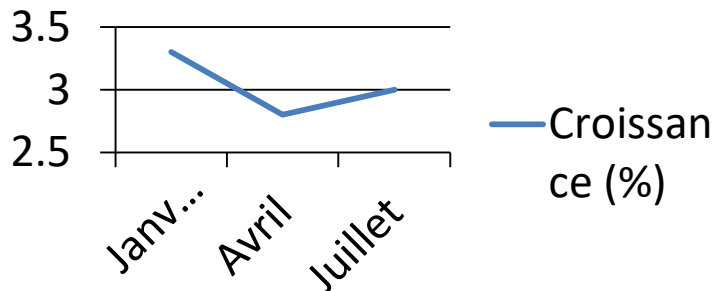
Inflation mondiale

- Prévision juillet 2025 : 4,2 %
- Janvier 2025 : 4,2 %
- Avril 2025 : 4,3 %
- Prévision 2026 : 3,6 %

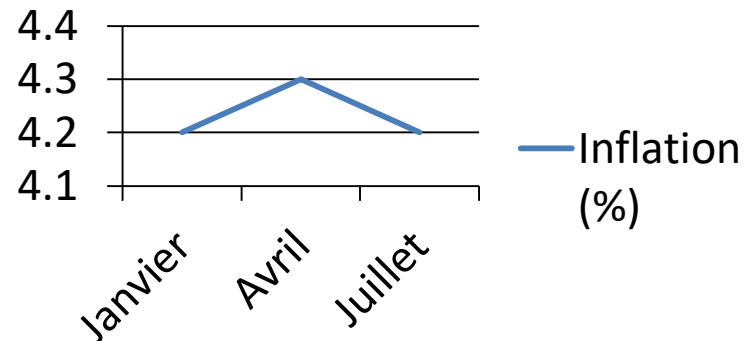
Points clés :

- Tensions commerciales historiques et incertitude élevée
- Pressions sur les marchés financiers et risques baissiers
- Importance d'un environnement commercial stable et de réformes structurelles

Croissance (%)



Inflation (%)



Risques géopolitiques – 2025

Titre : Risques géopolitiques mondiaux – 2025

Disposition : Liste à puces avec icônes + zone visuelle

Contenu :

1. Rivalités entre grandes puissances

Tensions USA–Chine–Russie (Taiwan, Ukraine, ressources stratégiques)

2. Retour du protectionnisme

Droits de douane élevés, risques de guerres commerciales

3. Instabilité politique interne

Troubles sociaux et fragilité politique (ex. UE, France, Allemagne)

4. Montée du populisme

Nationalisme, remise en question des politiques internationales

5. Conflits régionaux persistants

Ukraine, Gaza, implications pour la sécurité énergétique et militaire

6. Cybermenaces et souveraineté numérique

Risque accru de cyberattaques et conflits dans le cyberspace

7. Crises environnementales et migration

Catastrophes climatiques, tensions migratoires

8. Défis de la transition démographique

Vieillissement, déséquilibres économiques et sociaux

Risques géopolitiques – 2025

1. Rivalités entre grandes puissances

- Tensions USA–Chine–Russie (Taiwan, Ukraine, ressources stratégiques)

2. Retour du protectionnisme

- Droits de douane élevés, risques de guerres commerciales

3. Instabilité politique interne

- Troubles sociaux et fragilité politique (ex. UE, France, Allemagne)

4. Montée du populisme

- Nationalisme, remise en question des politiques internationales

5. Conflits régionaux persistants

- Ukraine, Gaza, implications pour la sécurité énergétique et militaire

6. Cybermenaces et souveraineté numérique

- Risque accru de cyberattaques et conflits dans le cyberspace

7. Crises environnementales et migration

- Catastrophes climatiques, tensions migratoires

8. Défis de la transition démographique

- Vieillissement, déséquilibres économiques et sociaux

Projections macroéconomiques 2025-2027

- Environnement mondial défavorable
- Risques géopolitiques, climatiques et technologiques
- Marché pétrolier stagnant : faible demande, offre abondante hors OPEP

Performance économique 2025

- Croissance économique : 3 % (dépense publique 44,4 % PIB)
 - Secteur pétrolier : +1,5 %
 - Hors pétrole : +3,2 %
- Inflation stable : 5,2 %
- Comptes extérieurs : déficit courant -0,8 % PIB
- Déficit budgétaire hors hydrocarbures : 26,6 % PIB
- Dette publique : 50,4 % PIB

Perspectives à moyen terme (2027) sans réformes

- Croissance : 2,1 % → écart cumulé >10 % PIB (\$26 Mds) par rapport à trajectoire réformée (4-5 %)
- Déficit hors hydrocarbures : >25 % PIB
- Dette publique : >54 % PIB
- Inflation : ~5 %, dégradation du pouvoir d'achat, creusement des inégalités

Mécanismes de dégradation

- Érosion des réserves de change et baisse recettes pétrolières → inflation et limitation importations
- Recours accru au financement monétaire → priorité au secteur public vs investissement productif
- Pression sur le dinar et fragilisation du secteur bancaire → ressources orientées vers bons du Trésor plutôt que l'économie réelle

Conclusion et recommandations

- Trajectoire actuelle : détérioration macroéconomique continue 2025-2027
- Risques : viabilité budgétaire, stabilité financière, cohésion sociale
- Réformes structurelles indispensables :
 - Restaurer croissance durable
 - Renforcer résilience économique
 - Limiter risques financiers et sociaux

**L'enjeu fondamental : reconstruire
la viabilité des finances publiques
en Algérie, condition indispensable
pour :**

- Rétablir la stabilité
macroéconomique
- Relancer la croissance
- Favoriser la création
d'emplois

Le budget national au centre du modèle de société

Budget National

Agrégats affectés

Consommation
Revenu
Epargne
Profits



Recettes



Dépenses courantes



Investissements



Dépenses en capital



Monnaie et crédit
Taux de change
Endettement



Financement



Politiques publiques influencées

Politique de l'impôt
Politique de l'emploi
Politique commerciale

Politiques sociales (au sens large)
Politique économique
Politique des salaires

Politiques du développement et de la croissance
Politiques sectorielles
Politiques structurelles

Politique monétaire et crédit
Politique d'endettement public
Politique de change

Déséquilibres budgétaires structurels

Dépendance excessive aux hydrocarbures et mobilisation fiscale insuffisante (10,7 % PIB vs potentiel 15 %)

Dépenses courantes rigides, inefficacité de l'investissement public, financement du déficit peu soutenable (dette intérieure, création monétaire)

Politique sociale généreuse mais inefficace : transferts et masse salariale lourds (16 % et 11,7 % PIB), système de retraites déficitaire aggravé par vieillissement

Prix de référence fiscal du pétrole détourné → limite constitution épargne intergénérationnelle

Déficit d'outils de pilotage économique et statistiques fiables → fragilise planification et coordination budgétaire, monétaire et de change

Politique monétaire accommodante, indexation implicite des salaires et régime de change rigide → inflation structurelle et érosion du pouvoir d'achat

Conséquences clés

- Dette publique intérieure élevée (>60 % PIB en 2025) → absorbe épargne bancaire, limite financement privé
- Déficit budgétaire hors hydrocarbures insoutenable (~ 27 % PIB) → fragilise résilience économique
- Pouvoir d'achat et compétitivité en dégradation → pressions inflationnistes persistantes, déficit extérieur accentué

Message central

- Stabilisation macroéconomique et transformation structurelle nécessitent :
 - Diagnostic rigoureux des vulnérabilités budgétaires et macroéconomiques
 - Recentrage stratégique du rôle de l'État
 - Réforme profonde des politiques de recettes, dépenses et redistribution
- Sans cette démarche : efforts de stabilisation partiels et trajectoire de croissance viable inaccessible

Lever les blocages structurels pour bâtir un nouveau modèle de croissance en Algérie

- Défis majeurs : croissance, emploi, diversification
- Objectif : transformation économique résiliente et durable

Blocage 1 : Productivité et innovation faibles

- Utilisation inefficace du capital, du travail et de la technologie
- Poids du secteur informel (~30 % du PIB)
- R&D limitée (0,6 % du PIB)
- Faible intégration dans les chaînes de valeur mondiales

Productivité et modèle de croissance en Algérie – 2024

Faiblesse du modèle de croissance qui repose sur une accumulation des facteurs de production

- Capital et travail : 75 %
- Développement technologique (TFP) : 4 %
- Facteurs macroéconomiques et structurels : 21 %

Problème : approche intensive inefficace et insoutenable qui expose le pays aux risques liés à :

Faible création d'emplois pour les jeunes et les femmes

Pression démographique croissante

Risques liés aux dérèglements climatiques

Inégalités dans la répartition des revenus

Pression pour une décarbonation internationale

Contraintes à la compétitivité

Politiques macroéconomiques inadéquates

- Politique budgétaire expansionniste et endettement public
→ inflation structurelle
- Politique monétaire accommodante, change ciblant l'inflation plutôt que la diversification des exportations

Contraintes macro-structurelles

- Désalignement du taux de change
- Faible canal de transmission monétaire
- Marchés rigides (biens, services, monnaie, changes)
- Manque de profondeur financière

Rigidités structurelles

- Cadre des affaires contraignant, accès limité au financement
- Manque de flexibilité et ouverture internationale
- Barrières tarifaires et non tarifaires : restrictions sur >850 produits, tarifs 30–200 %
- Processus d'insertion internationale incertain :
 - AAUE défavorable
 - Adhésion à l'OMC bloquée
 - Accords préférentiels coûteux pour le contribuable

Synthèse

Le modèle de croissance algérien :

- Trop dépendant de l'accumulation de facteurs
- Faible contribution de la productivité et de l'innovation
- Enfermement dans une trappe de faible croissance
- Nécessité de réformes structurelles et de diversification pour améliorer compétitivité et durabilité

Blocage 2 : Dépendance aux hydrocarbures

- 98 % des exportations
- 50 % des recettes budgétaires
- 25 % de la valeur ajoutée
- Diversification freinée par :
 - Climat des affaires défavorable
 - Accès limité au financement
 - Chaînes de valeur incomplètes

Blocage 3 : Compétitivité et intégration internationales

- Exportations hors hydrocarbures marginales (5 %)
- Infrastructures logistiques insuffisantes
- Cadre réglementaire complexe
- Faible ouverture financière (IDE <1 % du PIB)

Blocage 4 : Marchés non officiels et thésaurisation

- Marché parallèle des changes
- Forte détention de liquidités hors système bancaire
- Secteur informel fragilisant :
 - La fiscalité
 - La liquidité bancaire
 - La politique monétaire

L'économie informelle et illégale en Algérie

1. Poids du secteur informel

- Valeur estimée : **\$65 milliards en 2024**, soit environ **25 % du PIB**.
- Secteurs concernés : agriculture, manufacturier, construction, transports, services (distribution et microfinance).
- Contexte : l'économie officielle (\$266 milliards en 2024) reste **fortement dominée par le cash** (monnaie: 17742 milliards de DA pour un montant de monnaie fiduciaire de 8894 milliards de DA, soit 50,1 %).

2. Économie illégale et contrebande

- Estimée à **11 milliards \$**, facilitée par des frontières vastes (6511 km dont 3762 km désertiques).
- Flux transfrontaliers :
 - **France** : cigarettes (différentiel de prix)
 - **Maroc** : émigration clandestine, produits pharmaceutiques contrefaits, drogues
 - **Tunisie** : essence, électronique, bétail
 - **Libye** : trafic humain, essence, armes
 - **Mali** : cigarettes, drogues, armes, carburant
- Particularités :
 - De **pays de transit pour les drogues dures** vers l'Europe et le Moyen-Orient, l'Algérie est désormais devenu un pays de consommateurs.
 - La contrebande de carburants est favorisée par les **subventions locales**.

Unification du marché des changes en Algérie : un impératif stratégique

Contexte et enjeux

- La coexistence d'un **taux officiel administré** et d'un **taux parallèle** crée un cercle vicieux :
 - Distorsions économiques
 - Fuite vers la devise
 - Perte de confiance des investisseurs
- **L'unification n'est pas une option :**
 - **Impératif macroéconomique**
 - **Obligation légale** (article 145, loi monétaire et bancaire n° 23-09, 21 juin 2023)
 - **Levier stratégique** pour croissance, investissement et emploi

Objectifs d'un marché unique

- Restaurer la **confiance**
- Consolider la **stabilité macroéconomique**
- Soutenir **investissement, croissance et emploi**
- Créer un marché **transparent, crédible et liquide**

Rôle clé du taux de change

Le taux de change reflète :

- Inflation et balance des paiements
- Compétitivité des secteurs exportateurs
- Confiance des investisseurs étrangers

Une politique crédible et cohérente :

- Stabilise les anticipations
- Préserve la compétitivité externe
- Protège les équilibres macroéconomiques

Conditions de succès

1. Stabilisation macroéconomique

1. Discipline budgétaire
2. Maîtrise de l'inflation
3. Taux de change équilibré

2. Réformes structurelles cohérentes

1. Modernisation du système bancaire
2. Rationalisation des entreprises publiques
3. Diversification des exportations et des sources de devises

3. Stratégies sectorielles ciblées

1. Activités à **haute valeur ajoutée**

4. Réduction de l'économie informelle

1. Amélioration des équilibres économiques

Transition maîtrisée

- Mise en place **progressive et graduelle** :
 - Anticiper les chocs sur l'inflation et la consommation
 - Construire un marché profond et liquide
 - Régler l'offre et la demande de manière crédible

Risques d'une gestion incohérente

- Distorsions sur le marché
- Découragement de l'investissement
- Fuite vers la devise et développement du marché parallèle

Conclusion

- L'unification du marché des changes est **décisive pour l'économie algérienne.**
- Nécessité d'une **feuille de route progressive**, combinant :
 - Stabilité macroéconomique
 - Réformes structurelles
 - Développement d'un marché crédible
- Objectif : croissance **durable, diversifiée et inclusive**

Blocage 5 : Politiques publiques et gouvernance

- Inefficienne des leviers macroéconomiques
- Incohérence des politiques budgétaire, monétaire et de change
- Absence de planification stratégique pluriannuelle

Blocage 6 : Défis structurels à long terme

- Transition énergétique et transformation technologique
- Montée en compétences
- Croissance démographique forte
- Besoin massif d'emplois

Message clé et axes de transformation

Message central : Pour bâtir un modèle de croissance durable, élargi et compétitif, l'Algérie doit :

- Renforcer productivité, innovation, éducation et tissu productif
- Diversifier exportations et intégrer l'économie aux marchés mondiaux
- Ouvrir marchés financiers et commerciaux tout en stabilisant la macroéconomie
- Réformer politiques publiques, améliorer gouvernance, planification pluriannuelle

Conclusion : Avec volonté politique, cohérence institutionnelle et stratégie claire, l'Algérie peut enclencher une transformation **résiliente, inclusive et durable**.

Assainir, Diversifier, Innover – Trois piliers pour une économie émergente en 2050

- Objectif : bâtir un modèle économique durable, compétitif et inclusif
- Horizon : 2050

**Quelle strategie pour une
refondation du modele
economique et social de l'Algerie**

Pilier 1 : Assainir les fondamentaux macroéconomiques

- Restaurer la viabilité budgétaire
- Maîtriser la dette publique et le déficit hors hydrocarbures
- Politique monétaire prudente et ajustement progressif du dinar
- Développement d'un marché obligataire souverain durable

Pilier 2 : Diversifier la base productive

- Modernisation institutionnelle et climat des affaires
- Stimulation de l'investissement privé
- Réduction du secteur informel
- Accès renforcé à l'emploi et au financement
- Développement de secteurs stratégiques :
 - Énergies renouvelables
 - Numérique et technologies de pointe

Pilier 3 : Innover et renforcer la compétitivité

- Développement de la R&D et de l'innovation
- Intégration aux chaînes de valeur mondiales
- Promotion de l'entrepreneuriat
- Réforme éducative et professionnelle alignée sur le marché du travail

Approche opérationnelle

- **Plans triennaux séquencés**, avec cadre macro-budgétaire à moyen terme
- **Comité Technique des Réformes (CTR)** : suivi opérationnel
- **Comité Politique Stratégique (CPS)** : orientation et communication
- **Politiques sociales ciblées et communication proactive**

Investissement et financement (2026–2028)

- **Besoins estimés : 45–65 milliards USD (5–7 % du PIB cumulé)**
- **Priorités de financement :**
 - Assainissement macroéconomique
 - Transition énergétique
 - Modernisation du capital humain
- **Mobilisation progressive et cohérente pour préserver la stabilité**

Conclusion

- Volonté politique et gouvernance crédible : conditions de succès
- Stratégie claire et cohérente : transformation profonde et durable
- Objectif : **faire de l'Algérie une économie émergente compétitive en 2050**

Coûts du statu quo vs bénéfices des réformes (2026–2030)

- Un choix stratégique crucial pour l'Algérie
- Stabiliser, diversifier, innover vers 2050

Risques du statu quo

- Dégradation des finances publiques :
 - Déficit hors hydrocarbures >25 % du PIB
 - Dette >54 % du PIB
 - Inflation ~5 %, érosion des réserves de change
- Croissance faible (2 3 %), investissement privé limité
- Chômage élevé, retard technologique et énergétique
- Dépendance persistante aux hydrocarbures
- Inégalités sociales compromettant la cohésion nationale

Objectifs des réformes (2026–2030)

- **Assainir** : stabiliser finances publiques, politique monétaire et change
- **Diversifier** : tissu productif, investissement privé, emploi
- **Moderniser** : institutions, climat des affaires
- **Stimuler** : innovation, compétitivité, intégration internationale

Coûts d'ajustement

- Coût estimé : **100 milliards USD (10–15 % du PIB cumulé)**
- Affectation :
 - Réduction du déficit budgétaire
 - Investissements structurels
 - Transition énergétique et économique

Bénéfices attendus

- **À partir de 2028 :**
 - +10 milliards USD/an
 - Cumul 2028–2030 : ~30 milliards USD
- Sources de gains :
 - Hausse des recettes fiscales
 - Réduction des subventions
 - Exportations diversifiées
 - Meilleure performance des entreprises publiques

Gap de financement et stratégie

- Besoin net : **~55 milliards USD (2026–2028)**
- Couverture possible :
 - Réserves de change : \$25 milliards
 - Gains attendus des réformes : \$30 milliards
- Instruments :
 - Endettement intérieur et sukuks souverains
 - Multilatéraux et bilatéraux
 - Dette extérieure et obligations internationales
 - Crédit syndiqué

Alternatives

- **Statu quo** = stagnation, déséquilibres persistants, risques sociaux
- **Réformes progressives et cohérentes** = confiance, compétitivité, croissance durable
- **Condition de succès** : volonté politique, gouvernance crédible, mobilisation des ressources

Scénarios 2025–2027

- **Statu quo : croissance 2 %, déficit et dette en hausse, inflation 5 %, vulnérabilité accrue**
- **Réformes : croissance 4–5 %, diversification progressive, déficit réduit, dette stabilisée, économie résiliente**

Question centrale

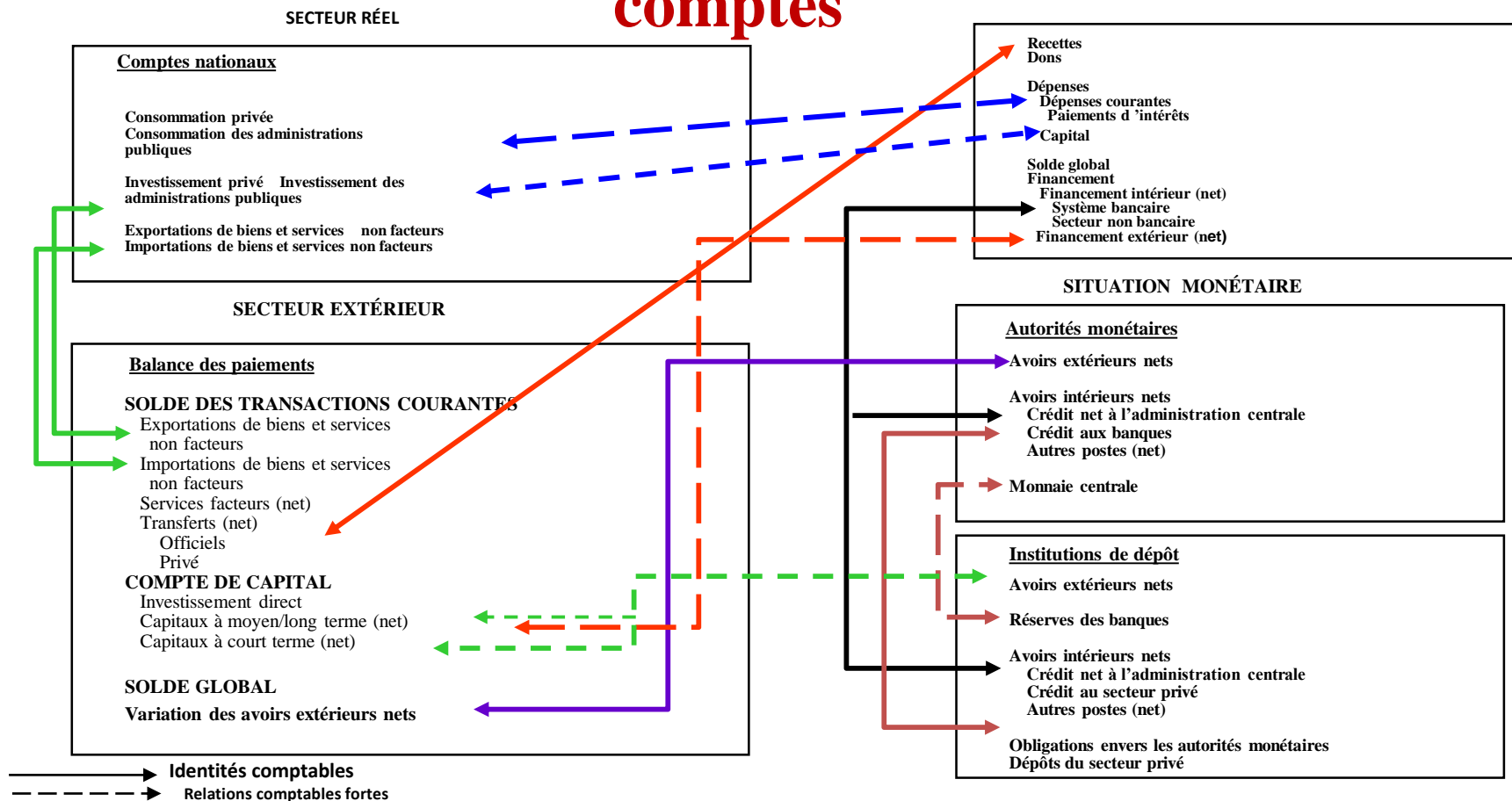
- **Algérie en 2030 : stagnante ou en progrès ?**
- **Dépend de : vision stratégique, réformes effectives, mobilisation de la diaspora**

Conclusion

- **Algérie à la croisée des chemins**
- **Réformes coûteuses à court terme mais incontournables à moyen terme**
- **Diaspora : rôle clé dans expertise, transferts et investissements**
- **Climat de confiance à instaurer et amélioration de la gouvernance économique**
- **Invitation au débat et aux questions**

Tableaux d'appui à l'analyse macroéconomique

Schéma des relations entre les comptes



Vue d'ensemble

Ensemble de l'économie
(« Secteur réel »)

Administrations
publiques

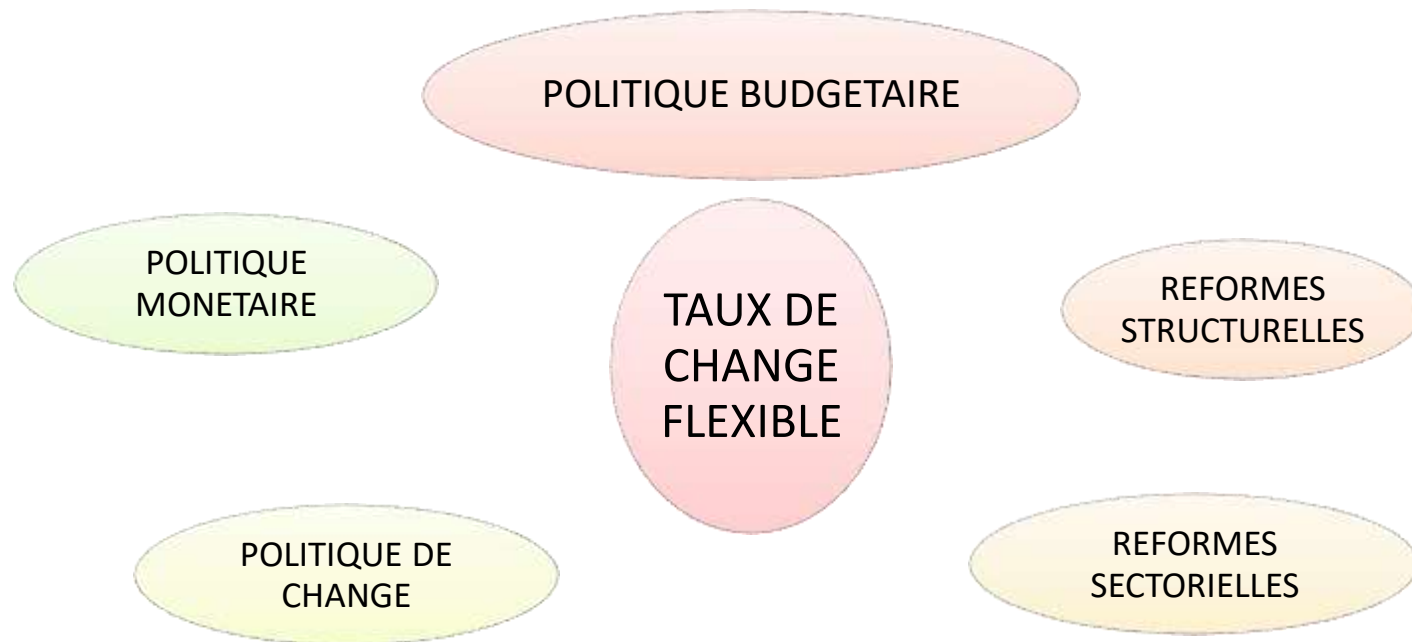
Quatre grandes composantes du système des
comptes macroéconomiques

Reste du monde
(« Secteur extérieur »)

Institutions de dépôts
(« Secteur monétaire »)

GESTION DE LA DEMANDE/OFFRE

MIX DES POLITIQUES MACROECONOMIQUES



INSTRUMENTS DE GESTION MACROECONOMIQUE

- **POLITIQUE MONETAIRE**
- **POLITIQUE BUDGETAIRE**
- **POLITIQUES STRUCTURELLES POUR AMELIORER LE
FONCTIONNEMENT ET LA RESILIENCE DE
L'ECONOMIE**
- **POLITIQUES SECTORIELLES POUR ACCROITRE L'
OFFRE**

Outils de pilotage et capacité à gérer les chocs endogènes et exogènes

**Cadres macroéconomiques,
budgétaires et indicateurs**

Les outils de pilotage (GPS)

- Projection
- Pilotage
- Évaluation
- Contrôle
- → Assurer discipline et cohérence dans la gestion macroéconomique et budgétaire

Cadres macroéconomiques à moyen terme

- Fixent objectifs macroéconomiques et structurels sur 3 à 5 ans
- Permettent de prévoir : croissance, inflation, emploi
- Définissent les grandes orientations de politique économique

Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)

- Planification des dépenses et recettes sur 3 ans minimum
- Détermine : besoin ou capacité de financement, niveau d'endettement
- Avantage : discipline financière et anticipation des déséquilibres

Cadres de dépenses à moyen terme

- **Décomposition du CBMT par nature, fonction et ministère**
- **Permet un contrôle précis et efficace de la dépense publique**

Indicateurs avancés

- Signalent les changements futurs
- Exemples : marché boursier, immobilier, ventes au détail
- Utilité : anticipation et planification

Indicateurs retardés

- Changent après l'évolution économique
- Exemples : chômage, PIB, IPC, stocks d'entreprises
- Utilité : lecture des cycles et projection d'agrégats

Indicateurs coïncidents

- Se produisent en même temps que les changements économiques
- Exemples : revenu personnel, taux d'intérêt, dépenses personnelles
- Utilité : informations sur l'état actuel de l'économie

Nouvelle infrastructure institutionnelle et outils de pilotage budgétaire

**Rééquilibrage budgétaire et
croissance économique saine et
élargie**

Rôle élargi de la politique budgétaire

- Gestion à court terme et stabilisation économique
- Inclusion de défis structurels à long terme :
 - - Croissance durable
 - - Réduction des inégalités sociales
 - - Adaptation au changement climatique
 - - Investissement dans l'innovation
- • Approche stratégique et proactive

Vision stratégique des finances publiques

- Perspective décennale
- Ancrage du budget dans le long terme
- Guide pour décisions cohérentes et durables

Cadre macro budgétaire (planification stratégique)

Outil de planification à moyen terme (3–5 ans)

Objectifs :

- 1. Stabilité économique à long terme
- 2. Décisions basées sur viabilité et gestion des risques
- 3. Objectifs budgétaires : recettes, dépenses, déficits, dette
- 4. Prévention des risques financiers et déséquilibres
- 5. Gestion des chocs et plans d'urgence
- 6. Suivi des performances budgétaires

Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)

- Perspective 3–5 ans sur les finances de l'État
- Planification, stabilisation, suivi et gouvernance
- **Avantages :**
 - Allocation efficace des ressources
 - Coordination inter-institutions
 - Stabilité économique face aux chocs
 - Transparence et responsabilité

Tests de résistance budgétaire

- Étapes clés :
 - 1. Scénarios de stress financiers (récession, hausse coûts, etc.)
 - 2. Évaluation impact sur recettes et dépenses
 - 3. Rapport des résultats et ajustements nécessaires
 - 4. Recommandations pour résilience financière (réserves, diversification revenus)

Règles budgétaires

- Limites à long terme sur : budget central, dette, dépenses et recettes
- Avantages : discipline budgétaire, stabilité économique, planification long terme
- Défis : rigidité, engagement politique, contrôle solide

Département macro budgétaire (DMB)

- Structure clé au sein du ministère des Finances
- Objectifs :
 - Définir objectifs fiscaux durables
 - Évaluer risques budgétaires
 - Cohérence macroéconomique et projections budgétaires
 - Préparer scénarios court, moyen et long terme

Fonctions du DMB

- Évaluer impact des politiques budgétaires
- Coordonner analyses budgétaires et réformes
- Analyser impact sur dette publique et croissance
- Examiner liens fiscal-financier
- Analyser enjeux structurels à long terme
- Suivi des risques budgétaires et des évolutions macroéconomiques

Conclusion

- **Nouvelle infrastructure = vision stratégique + CBMT + DMB + règles budgétaires + tests de résistance**
- **Objectif : discipline budgétaire, résilience, stabilité et croissance durable**